

Rapport financier 2015

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Lebel-sur-Quévillon

Code géographique : 99005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier	S3
--	----

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

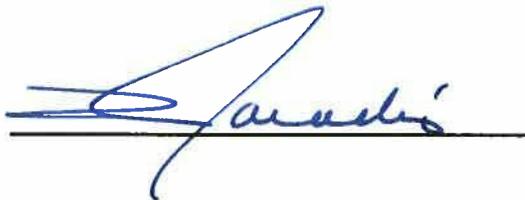
**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Luce Paradis, trésorière, atteste la véracité du rapport financier

de Lebel-sur-Quévillon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2016-03-04

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Résultats détaillés	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	9
Charges par objets	10
État des résultats	11
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	12
État des gains et pertes de réévaluation	12
État de la situation financière	13
État des flux de trésorerie	14
Notes complémentaires aux états financiers	15
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	16
Avantages sociaux futurs	17
Endettement total net à long terme	18
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	20
Analyse des charges	21
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	23

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Ville de Lebel-sur-Quévillon et qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Lebel-sur-Quévillon au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Lebel-sur-Quévillon inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 15, 16, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

NOM DU CABINET

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2016-03-04

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Budget 2015</u>		<u>Réalisations 2015</u>		<u>Réalisations 2014</u>
		<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Total</u>	
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	2 617 005	2 613 099		2 613 099	2 491 540
Compensations tenant lieu de taxes	2	196 430	254 373		254 373	203 416
Quotes-parts	3					
Transferts	4	1 668 065	1 572 077		1 572 077	2 267 094
Services rendus	5	526 320	603 354		603 354	636 733
Imposition de droits	6	33 000	35 593		35 593	36 915
Amendes et pénalités	7	42 400	39 049		39 049	42 188
Intérêts	8	118 500	131 843		131 843	157 434
Autres revenus	9	1 300	34 383		34 383	42 587
	10	5 203 020	5 283 771		5 283 771	5 877 907
Investissement						
Taxes	11					
Quotes-parts	12					
Transferts	13		124 750		124 750	
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	14					
Autres	15					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					
	17		124 750		124 750	
	18	5 203 020	5 408 521		5 408 521	5 877 907
Charges						
Administration générale	19	1 231 050	1 207 601	43 611	1 251 212	1 050 107
Sécurité publique	20	317 835	247 131	21 711	268 842	350 944
Transport	21	1 585 265	1 541 721	582 207	2 123 928	1 995 159
Hygiène du milieu	22	566 425	582 880	315 588	898 468	890 765
Santé et bien-être	23	151 575	31 514		31 514	92 421
Aménagement, urbanisme et développement	24	311 190	288 394	21 207	309 601	372 161
Loisirs et culture	25	1 432 225	1 423 031	268 244	1 691 275	1 798 669
Réseau d'électricité	26					
Frais de financement	27	23 400	23 469		23 469	25 464
Amortissement des immobilisations	28	1 317 152	1 252 568	(1 252 568)		
	29	6 936 117	6 598 309		6 598 309	6 575 690
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(1 733 097)	(1 189 788)		(1 189 788)	(697 783)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015		2014
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 733 097)	(1 189 788)	(697 783)
Moins: revenus d'investissement	2	()	(124 750)	()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(1 733 097)	(1 314 538)	(697 783)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	1 317 152	1 252 568	1 289 750
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	1 317 152	1 252 568	1 289 750
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		31 181	3 160
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11		31 181	3 160
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			1 924
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			1 924
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17	(83 700)	(70 757)	(54 156)
	18	(83 700)	(70 757)	(54 156)
Affectations				
Activités d'investissement	19	(817 540)	* 686 488	(1 160 133)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	100 000	121 916	739 846
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 217 185	1 200 460	43 863
Réserves financières et fonds réservés	22		(11 474)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23			
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24			
	25	499 645	624 414	(376 424)
	26	1 733 097	1 837 406	864 254
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		522 868	166 471

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus d'investissement	1	124 750	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	5 000 ) (	22 381) (61 156)
Sécurité publique	3 (	4 700 ) (	4 351) (4 547)
Transport	4 (	473 500 ) (	1 267 806) (977 408)
Hygiène du milieu	5 (	60 000 ) (	29 870) (35 860)
Santé et bien-être	6 () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	175 000 ) (	) ( 121 303)
Loisirs et culture	8 (	69 460 ) (	312 817) (186 309)
Réseau d'électricité	9 () () ()
	10 (	787 660 ) (	1 637 225) (1 386 583)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 (	) (	655) (26 500)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	12 (	29 880 ) (	29 880) ()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		252 950
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	817 540	686 488 1 160 133
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17		
	18	817 540	686 488 1 160 133
	19		(981 272)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20		(856 522)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015		2014
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	1 965 385	1 997 614	1 920 387
Charges sociales	2	466 485	467 687	472 405
Biens et services	3	3 163 695	2 856 968	2 642 893
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4			24 008
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	21 800	21 790	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 600	1 679	1 456
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9			
Autres	10			
Autres organismes	11			224 791
Amortissement des immobilisations	12	1 317 152	1 252 568	1 289 750
Autres				
-	13			
-	14			
-	15		3	
	16	6 936 117	6 598 309	6 575 690

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	2 617 005	2 613 099	2 491 540
Compensations tenant lieu de taxes	2	196 430	254 373	203 416
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 668 065	1 696 827	2 267 094
Services rendus	5	526 320	603 354	636 733
Imposition de droits	6	33 000	35 593	36 915
Amendes et pénalités	7	42 400	39 049	42 188
Intérêts	8	118 500	131 843	157 434
Autres revenus	9	1 300	34 383	42 587
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	5 203 020	5 408 521	5 877 907
Charges				
Administration générale	12	1 264 930	1 251 212	1 050 107
Sécurité publique	13	348 220	268 842	350 944
Transport	14	2 194 939	2 123 928	1 995 159
Hygiène du milieu	15	918 344	898 468	890 765
Santé et bien-être	16	151 575	31 514	92 421
Aménagement, urbanisme et développement	17	340 095	309 601	372 161
Loisirs et culture	18	1 694 614	1 691 275	1 798 669
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	23 400	23 469	25 464
	21	6 936 117	6 598 309	6 575 690
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(1 733 097)	(1 189 788)	(697 783)
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		20 890 848	21 588 631
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		20 890 848	21 588 631
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		19 701 060	20 890 848

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 733 097)	(1 189 788)	(697 783)
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	787 660 ) (	1 637 225 ) (	1 386 583)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	1 317 152	1 252 568	1 289 750
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	529 492	(384 657)	(96 833)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		30 526	(23 340)
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10		(21 792)	17 464
	11		8 734	(5 876)
	12	(1 203 605)	(1 565 711)	(800 492)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(1 203 605)	(1 565 711)	(800 492)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		5 254 130	6 054 622
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		5 254 130	6 054 622
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		3 688 419	5 254 130

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	344 408	224 302
Placements temporaires	2	3 425 946	4 236 328
Débiteurs (note 5)	3	2 022 637	2 206 281
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	199 517	169 638
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	5 992 508	6 836 549
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	798 620	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	493 741	496 376
Revenus reportés (note 12)	13	115 491	35 349
Dette à long terme (note 13)	14	896 237	1 050 694
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 304 089	1 582 419
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	3 688 419	5 254 130
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	15 350 080	14 965 423
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	636 840	667 366
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 17)	21	25 721	3 929
	22	16 012 641	15 636 718
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	19 701 060	20 890 848

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(1 189 788)	(697 783)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	1 252 568	1 289 750
Autres			
-	3	1	
-	4		
	5	62 781	591 967
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	183 644	(286 045)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(2 635)	(242 979)
Revenus reportés	9	80 142	(16 131)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11	30 526	(23 340)
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13	(21 792)	17 464
	14	332 666	40 936
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 637 225)	(1 386 583)
Produit de cession	16		
	17	(1 637 225)	(1 386 583)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(29 880)	()
Remboursement ou cession	19		1 924
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(29 880)	1 924
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24		252 950
Remboursement de la dette à long terme	25	(154 457)	(135 356)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27		
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(154 457)	117 594
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(1 488 896)	(1 226 129)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	4 460 630	5 686 759
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 971 734	4 460 630

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée selon la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice**Estimations comptables**

La préparation des états financiers de la ville de Lebel-sur-Quévillon, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;
Les débiteurs;
Les stocks destinés à la revente;
Les prêts.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les découverts bancaires;
Les emprunts bancaires;
Les créditeurs et charges à payer;
Les revenus reportés;

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.
Les dettes à long terme.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.
Elles sont classées par grandes catégories :
Les immobilisations;
Les propriétés destinées à la revente;
Les stocks de fournitures;
Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est établi linéairement selon leur durée de vie utile. La durée de vie utile des immobilisations varie de 5 à 40 ans, dont les principales catégories sont :

Bâtiments :	15 ans
Véhicules :	10 ans
Véhicules lourds :	15 ans
Surfaçage :	15 ans
Équipements de bureau :	5 ans
Autres infrastructures :	40 ans

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 "Passif au titre des sites contaminés". Ce nouveau chapitre établit des normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation décrits dans la norme sont respectés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	344 408	224 301
Placements temporaires	2	3 425 946	4 236 328
Placements de portefeuille	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	622 711	749 038
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 004 138	1 213 357
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	132 024	118 742
Organismes municipaux	8	124 750	
Autres			
- location mm et divers	9	139 014	96 443
-	10		28 701
	11	2 022 637	2 206 281
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	768 200	851 900
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	768 200	851 900
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	174 931	200 776
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22	199 517	169 638
Autres placements	23		
	24	199 517	169 638
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	66 754
Autres régimes (REER et autres)	31	65 865
Régimes de retraite des élus municipaux	32	12 388
	33	78 265
	79 142	12 400
	78 265	78 265

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

emprunt temporaire effectué en attente du financement permanent coût du projet aéroport
Règl 272-1
Programme PIQM volet 4 Plan Nord : 798 619.64\$

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	173 088	285 861
Salaires et avantages sociaux	38	213 158	192 664
Dépôts et retenues de garantie	39	89 975	9 461
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- provision admn tp, estrade	43	17 520	8 390
-	44		
-	45		
-	46		
-	47		
	48	493 741	496 376

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49	5 034	7 643
Transferts	50		
Autres			
- Jeunesse, 50e, P.R., sec spect	51	102 137	21 360
- Camping, cert., VVS	52	8 320	6 346
	53	115 491	35 349

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015		2014		
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance		
	de	à	de	à	
Obligations et billets en monnaie canadienne			54	768 200	851 900
Obligations et billets en monnaies étrangères			55		
Gains (pertes) de change reportés			56		
			57		
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises			58		
Organismes municipaux			59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			60	128 037	198 794
Autres			61		
			62	896 237	1 050 694
Frais reportés liés à la dette à long terme			63	()	()
			64	896 237	1 050 694

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2015			
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	86 200	81	58 164	90	98	144 364
2017	66	74	88 900	82	55 898	91	99	144 798
2018	67	75	91 600	83	13 975	92	100	105 575
2019	68	76	501 500	84		93	101	501 500
2020	69	77		85		94	102	
2021 et +	70	78		86		95	103	
	71	79	768 200	87	128 037	96	104	896 237
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	768 200	89	128 037	97	106	896 237

Note

	2015	2014	
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	3 688 419	5 254 130
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108		
Autres	109		
	110	3 688 419	5 254 130

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	2 060 358	139		166		193	2 060 358
Eaux usées	112	10 047 698	140		167		194	10 047 698
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	14 962 972	141	89 043	168	(48 225)	195	15 100 240
Autres	114	6 859 840	142		169	76 047	196	6 783 793
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	7 763 204	144	306 642	171		198	8 069 846
Améliorations locatives	117		145		172		199	
Véhicules	118	2 212 599	146		173		200	2 212 599
Ameublement et équipement de bureau	119	934 187	147	32 367	174		201	966 554
Machinerie, outillage et équipement divers	120	2 324 016	148	83 698	175		202	2 407 714
Terrains	121		149		176		203	
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>47 164 874</u>	151	<u>511 750</u>	178	<u>27 822</u>	205	<u>47 648 802</u>
Immobilisations en cours	124	<u>108 986</u>	152	<u>1 125 475</u>	179	<u>(27 822)</u>	206	<u>1 262 283</u>
	125	<u>47 273 860</u>	153	<u>1 637 225</u>	180		207	<u>48 911 085</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	1 609 385	154	32 693	181		208	1 642 078
Eaux usées	127	7 298 171	155	160 916	182		209	7 459 087
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	11 100 146	156	326 248	183		210	11 426 394
Autres	129	4 193 285	157	248 747	184		211	4 442 032
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	4 491 555	159	205 960	186		213	4 697 515
Améliorations locatives	132		160		187		214	
Véhicules	133	1 147 356	161	105 386	188		215	1 252 742
Ameublement et équipement de bureau	134	764 640	162	40 313	189		216	804 953
Machinerie, outillage et équipement divers	135	1 703 899	163	132 305	190		217	1 836 204
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>32 308 437</u>	165	<u>1 252 568</u>	192		219	<u>33 561 005</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>14 965 423</u>					220	<u>15 350 080</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231	636 840	667 366
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234	636 840	667 366
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	636 840	667 366

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	25 721	3 929
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	25 721	3 929

Note**18. Obligations contractuelles**

En vertu de divers contrats, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 1 387 579\$ incluant TVQ. Pour honorer ses engagements, la Ville devra prévoir pour les trois prochains exercices financiers les sommes suivantes :

2016 791 320\$
2017 535 649\$
2018 60 610\$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

S.O.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

S.O.

d) Autres

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs
S.O.

21. Données budgétaires
S.O.

22. Instruments financiers
S.O.

	2015	2014
23. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Encaisse	241 344 408	224 302
Découvert bancaire	242 ()	()
Placements temporaires	243 3 425 946	4 236 328
<i>Ajouter</i>		
-	244	
-	245	
-	246	
-	247	
<i>Déduire</i>		
- emprunt temporaire	248 (798 620)	()
-	249 ()	()
-	250 ()	()
-	251 ()	()
-	252 ()	()
-	253 ()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)		
à la fin de l'exercice	254 2 971 734	4 460 630
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	255	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	256
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257
Autres revenus	258
	<u>259</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260
Variation de la provision pour moins-value	261
	<u>262</u>
Autres charges	263
	<u>264</u>
Excédent (déficit) de l'exercice	265

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	() (
	<u>271</u>		
	<u>272</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	<u>276</u>		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	<u>281</u>

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

2015

2014

RÉSULTATS**Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<u>285</u>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<u>288</u>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<u>291</u>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	()	()
	<u>298</u>		
	<u>299</u>		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<u>303</u>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<u>306</u>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<u>309</u>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 928 762	537 857
Excédent de fonctionnement affecté	2 348 898	3 549 358
Réserves financières et fonds réservés	3 1 221 522	1 200 000
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	
Financement des investissements en cours	5 (856 522)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 16 058 400	15 603 633
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 19 701 060	20 890 848
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 928 762	537 857
Organismes contrôlés	10	
	11 928 762	537 857
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- étangs aérés	12 140 000	140 000
- développement économique	13 103 880	118 880
- organismes et entreprises	14 101 496	114 771
- centre communautaire	15	69 000
- garage municipal	16	200 000
- exercice suivant & pacte rural	17 102 816	102 816
- maintien taux de taxes	18 837 593	1 252 118
- projets immobilisations	19 561 340	1 000 000
- dev industriel et résidentiel	20 501 773	551 773
	21 2 348 898	3 549 358
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26 2 348 898	3 549 358
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 1 200 000	1 200 000
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37	
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
- Fonds Jeune relève Quévillon	41 21 522	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 221 522	1 200 000
	46 1 221 522	1 200 000

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	
Régimes non capitalisés	50 () ()	
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	
Autres	52 () ()	
Régimes non capitalisés	53 () ()	
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	
Autres		
-	59 () ()	
-	60 () ()	
	61 () ()	
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	
Autre financement	63 () ()	
	64 () ()	
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65	
Investissements à financer	66 (856 522) ()	
	67 (856 522)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 15 350 080	14 965 423
Propriétés destinées à la revente	69 636 840	667 366
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71 199 517	169 638
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 16 186 437	15 802 427
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 896 237	1 050 694
Frais reportés liés à la dette à long terme	75	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (768 200) (851 900)	
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	
	79 128 037	198 794
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
	81 128 037	198 794
	82 16 058 400	15 603 633

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements			

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	_____
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	21 _____	_____
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	23 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	24 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	25 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	26 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	27 _____	_____
Autres	28 _____	_____
-	29 _____	_____
-	30 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 _____	_____
Rendement espéré des actifs	33 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 _____	_____
Charge de l'exercice	35 _____	_____
	36 _____	_____

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

2015

2014

Informations complémentaires

Rendement réel des actifs pour l'exercice	37		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9			
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46		

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)

Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53		
Autres hypothèses économiques			
-	54		
-	55		

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs	
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	_____	57	_____	58	_____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice	60 (_____)	(_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____)	(_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____)	(_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____)	(_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69 (_____)	(_____)	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
-	77		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	78		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	79		
Charge de l'exercice	<u>79</u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques	88		
-	89		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite collectif GE54992 pour les employés de Ville de Lebel-sur-Quévillon détenu chez Great West London Life Canada-Vie, no agrément RQ 25067.

Cotisation salariale obligatoire de 5% du gain brut régulier avec possibilité de cotisation supplémentaire volontaire.

Cotisation obligatoire de l'employeur de 5% du gain brut régulier de l'employé.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91 <u>66 754</u>	<u>65 865</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 0

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	3 228	3 264
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	10 878	11 001
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99	1 510	1 399
100	12 388	12 400

Note

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

Administration municipale

Dette à long terme	1	896 237
--------------------	---	---------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	856 522
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	768 200
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
---	---	--

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	12	
---	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	984 559
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	16	984 559
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	984 559
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	984 559
---	----	---------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TAXES		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	2 271 990	2 265 639	2 229 220
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	2 271 990	2 265 639	2 229 220
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	157 385	156 679	107 321
Égout	11	42 230	40 645	
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13	144 000	139 216	143 118
Autres				
-	14			
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17		10 920	11 881
Service de la dette	18			
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	343 615	347 460	262 320
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23	1 400		
	24	1 400		
	25	345 015	347 460	262 320
	26	2 617 005	2 613 099	2 491 540

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	23 245	23 244	22 889
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	4 250	4 252	4 252
	31	27 495	27 496	27 141
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	41 265	41 153	46 227
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	127 310	185 365	129 693
	35	168 575	226 518	175 920
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	196 070	254 014	203 061
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	360	359	355
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44	360	359	355
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	196 430	254 373	203 416

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

TRANSFERTS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	52	113 500	26 860
Sécurité publique			88 277
Police	53		
Sécurité incendie	54	12 394	
Sécurité civile	55		
Autres	56		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	57		
Enlèvement de la neige	58		
Autres	59		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	60		
Transport adapté	61	42 000	42 806
Transport scolaire	62		
Autres	63		50 000
Transport aérien	64		
Transport par eau	65		
Autres	66		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67		
Réseau de distribution de l'eau potable	68		
Traitement des eaux usées	69		
Réseaux d'égout	70		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	71		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	72		
Tri et conditionnement	73		
Autres	74		
Autres	75		
Cours d'eau	76		
Protection de l'environnement	77		
Autres	78		
Santé et bien-être			
Logement social	79		
Sécurité du revenu	80		
Autres	81	50 000	12 963
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	82		166 130
Rénovation urbaine	83		
Promotion et développement économique	84		
Autres	85		36 128
Loisirs et culture			
Activités récréatives	86	26 000	20 000
Activités culturelles			
Bibliothèques	87		
Autres	88	22 000	30 625
Réseau d'électricité	89		
	90	253 500	145 648
			427 259

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	91		
Sécurité publique			
Police	92		
Sécurité incendie	93		
Sécurité civile	94		
Autres	95		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	96		
Enlèvement de la neige	97		
Autres	98		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	99		
Transport adapté	100		
Transport scolaire	101		
Autres	102		
Transport aérien	103		
Transport par eau	104		
Autres	105		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106		
Réseau de distribution de l'eau potable	107		
Traitement des eaux usées	108		
Réseaux d'égout	109		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	110		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	111		
Tri et conditionnement	112		
Autres	113		
Autres	114		
Cours d'eau	115		
Protection de l'environnement	116		
Autres	117		
Santé et bien-être			
Logement social	118		
Sécurité du revenu	119		
Autres	120		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	121		
Rénovation urbaine	122		
Promotion et développement économique	123		
Autres	124	124 750	
Loisirs et culture			
Activités récréatives	125		
Activités culturelles			
Bibliothèques	126		
Autres	127		
Réseau d'électricité	128		
	129	124 750	

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

TRANSFERTS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131	432 000	432 076	864 374
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134	32 140	32 143	32 143
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135	75 000	73 465	67 893
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137	875 425	888 745	875 425
	138	1 414 565	1 426 429	1 839 835
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 668 065	1 696 827	2 267 094

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	140	25 650	25 650
Évaluation	141		
Autres	142		23 400
	143	25 650	23 400
Sécurité publique			
Police	144		
Sécurité incendie	145	12 830	11 700
Sécurité civile	146	800	730
Autres	147	800	730
	148	14 430	13 160
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	149		
Enlèvement de la neige	150		
Autres	151		
Transport collectif			
Autres	153	3 000	3 300
	154	3 000	3 300
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable			
Réseau de distribution de l'eau potable	155		
Traitement des eaux usées	156		
Réseaux d'égout	157		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	158	19 240	19 240
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	159		17 550
Tri et conditionnement	160		
Autres	161		
Autres			
Autres	162		
Cours d'eau	163		
Protection de l'environnement	164		
Autres	165		
	166		
	167	19 240	17 550
Santé et bien-être			
Logement social	168		
Autres	169		
	170		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	171		
Rénovation urbaine	172		
Promotion et développement économique	173		
Autres	174		
	175		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	176	89 780	81 900
Activités culturelles			
Bibliothèques	177	8 020	7 310
Autres	178	3 205	2 928
	179	101 005	92 138
Réseau d'électricité			
	180		
	181	163 325	149 548

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	87 370	83 699	81 780
Sécurité publique	183		529	3 830
Transport				
Réseau routier	184			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185			
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			5 337
Autres	189		2 775	
Hygiène du milieu	190	12 000	58 579	42 137
Santé et bien-être	191	16 000	16 599	15 658
Aménagement, urbanisme et développement	192	2 075	5 700	3 302
Loisirs et culture	193	245 550	271 850	335 141
Réseau d'électricité	194			
	195	362 995	439 731	487 185
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	526 320	603 354	636 733
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	10 000	13 810	7 900
Droits de mutation immobilière	198	23 000	21 783	26 324
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			2 691
	201	33 000	35 593	36 915
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	42 400	39 049	42 188
INTÉRÊTS	203	118 500	131 843	157 434
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205		22 673	5 168
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210		10 537	11 790
Autres	211	1 300	1 173	25 629
	212	1 300	34 383	42 587

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	163 450	158 476			158 476	155 881
Application de la loi	2	15 000	29 410			29 410	25 067
Gestion financière et administrative	3	547 540	578 155	43 611		621 766	614 614
Greffe	4	134 185	132 484			132 484	145 822
Évaluation	5	156 390	93 865			93 865	89 277
Gestion du personnel	6	102 950	77 426			77 426	81 494
Autres	7	111 535	137 785			137 785	(62 048)
	8	1 231 050	1 207 601	43 611		1 251 212	1 050 107
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	88 075	97 334			97 334	140 598
Sécurité incendie	10	182 695	107 216	21 308		128 524	191 040
Sécurité civile	11	6 065	5 264	403		5 667	852
Autres	12	41 000	37 317			37 317	18 454
	13	317 835	247 131	21 711		268 842	350 944
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	844 635	829 697	513 542		1 343 239	1 193 538
Enlèvement de la neige	15	582 705	581 204			581 204	573 668
Éclairage des rues	16	62 500	70 340	11 875		82 215	81 261
Circulation et stationnement	17	28 000	2 718			2 718	21 470
Transport collectif							
Transport en commun	18	35 500	35 914			35 914	35 452
Transport aérien	19			56 790		56 790	57 202
Transport par eau	20						
Autres	21	31 925	21 848			21 848	32 568
	22	1 585 265	1 541 721	582 207		2 123 928	1 995 159

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	196 460	197 591	95 948	293 539	292 132
Réseau de distribution de l'eau potable	24	54 875	62 884	30 688	93 572	91 776
Traitement des eaux usées	25	41 965	43 798	148 826	192 624	190 470
Réseaux d'égout	26	67 420	71 235	33 888	105 123	98 738
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	137 130	142 206	6 238	148 444	146 626
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	68 575	65 166		65 166	71 023
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport						
	31					
Traitement						
	32					
Matériaux secs						
	33					
Autres						
	34					
Plan de gestion						
	35					
Autres						
	36					
Cours d'eau						
	37					
Protection de l'environnement						
	38					
Autres						
	39					
	40	566 425	582 880	315 588	898 468	890 765
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social						
	41		8 250		8 250	
Sécurité du revenu						
	42					
Autres						
	43	151 575	23 264		23 264	92 421
	44	151 575	31 514		31 514	92 421
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage						
	45	181 480	134 577	21 207	155 784	203 219
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux						
	46					
Autres biens						
	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces						
	48	96 600	91 943		91 943	130 717
Tourisme						
	49	20 810	23 033		23 033	20 151
Autres						
	50	12 300	7 660		7 660	14 914
Autres						
	51		31 181		31 181	3 160
	52	311 190	288 394	21 207	309 601	372 161

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

		Budget 2015		Réalizations 2015		Total	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	915 790	856 673	66 716	923 389		1 001 285
Patinoires intérieures et extérieures	54	171 055	178 526	26 536	205 062		195 447
Piscines, plages et ports de plaisance	55	23 965	22 964	2 016	24 980		23 426
Parcs et terrains de jeux	56	42 000	34 978	117 310	152 288		196 908
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58		35 062		35 062		
Autres	59	66 810	86 135	12 983	99 118		74 382
	60	1 219 620	1 214 338	225 561	1 439 899		1 491 448
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	83 355	78 553	19 375	97 928		102 281
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64		3		3		
Autres	65	129 250	130 137	23 308	153 445		204 940
	66	212 605	208 693	42 683	251 376		307 221
	67	1 432 225	1 423 031	268 244	1 691 275		1 798 669
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	21 800	21 790		21 790		24 008
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72	1 600	1 679		1 679		1 456
	73	23 400	23 469		23 469		25 464
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	1 317 152	1 252 568	(1 252 568)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	24
Taux global de taxation réel	25
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	29
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations	29
Analyse de la dette à long terme	30
Analyse de la charge de quotes-parts	31
Analyse de la rémunération	32
Analyse des revenus de transfert par sources	32
Analyse du coût des services municipaux	33
Acquisition d'immobilisations par objets	34
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	35
Fonds de roulement - Capital autorisé	36
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	38
Taux des taxes	39
Questionnaire	41
Autres renseignements sur l'organisme municipal	42
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	43
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	44

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Lebel-sur-Quévillon (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

NOM DU CABINET

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

NOM DE L'AUDITEUR EXTERNE

Daniel Tétreault, CPA auditeur CA

Amos, Québec

DATE 2016-03-04

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 613 099</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>2 613 099</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1	2 613 099
Ajouter		
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3	<u> </u>
Total partiel	4	<u>2 613 099</u>
Déduire		
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	493 473
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 920
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
	10	<u>504 393</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11	<u>2 108 706</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>118 125 760</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>118 283 760</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) + 2	3	<u>118 204 760</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>2 108 706</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>118 204 760</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	[] [] 1 , [7] [8] [3] [9] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) + 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.
3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3	30 000	
Conduites d'égout	4		23 005
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	30 000	
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	50 000	34 391
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9	90 000	
Parcs et terrains de jeux	10	50 000	73 077
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13	220 000	306 642
Édifices communautaires et récréatifs	14	15 000	72 862
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	56 000	320 163
Ameublement et équipement de bureau	18	9 025	32 367
Machinerie, outillage et équipement divers	19	237 635	138 350
Terrains	20		
Autres	21		108 986
	22	787 660	1 637 225
			1 386 583

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement

Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26		23 005
Autres infrastructures	27	34 391	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)			
Conduites d'eau potable	28		
Usines de traitement de l'eau potable	29		
Usines et bassins d'épuration	30		
Conduites d'égout	31		
Autres infrastructures	32		73 077
Autres immobilisations	33	1 602 834	1 290 501
	34	1 637 225	1 386 583

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	851 900		83 700	768 200
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	198 794		70 757	128 037
Autres	6				
	7	1 050 694		154 457	896 237
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	198 794		70 757	128 037
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	198 794		70 757	128 037
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	851 900		83 700	768 200
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	851 900		83 700	768 200
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	851 900		83 700	768 200
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25	851 900		83 700	768 200
	26	1 050 694		154 457	896 237
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	1 050 694		154 457	896 237

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale			
Application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
Sécurité publique			
Police	4		
Sécurité incendie	5		
Sécurité civile	6		
Autres	7		
Transport			
Réseau routier	8		
Transport collectif	9		
Autres	10		
Hygiène du milieu			
Eau et égout	11		
Matières résiduelles	12		
Cours d'eau	13		
Protection de l'environnement	14		
Autres	15		
Santé et bien-être			
Logement social	16		
Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	18		
Rénovation urbaine	19		
Promotion et développement économique	20		
Autres	21		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	22		
Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité			
	24		
	25		

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	8,00	35,00	517 617	108 920	626 537
Professionnels	2					
Cols blancs	3	15,00	32,50	347 661	92 265	439 926
Cols bleus	4	42,00	38,00	1 010 786	246 237	1 257 023
Policiers	5					
Pompiers	6	35,00	5,00	45 107	3 495	48 602
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	100,00		1 921 171	450 917	2 372 088
Élus	9	7,00		76 443	16 770	93 213
	10	107,00		1 997 614	467 687	2 465 301

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11	42 806				42 806
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	1 529 271	124 750			1 654 021
	17	1 572 077	124 750			1 696 827

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immo- bilisations		=	Charges		-	Services rendus		=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale													
Application de la loi	1	29 410	27		53	29 410	79		105			29 410	131
Évaluation	2	93 865	28		54	93 865	80		106			93 865	132
Autres	3	1 084 326	29	43 611	55	1 127 937	81	109 349	107			1 018 588	133
	4	1 207 601	30	43 611	56	1 251 212	82	109 349	108			1 141 863	134
Sécurité publique													
Police	5	97 334	31		57	97 334	83		109			97 334	135
Sécurité incendie	6	107 216	32	21 308	58	128 524	84	13 359	110			115 165	136
Sécurité civile	7	5 264	33	403	59	5 667	85	800	111			4 867	137
Autres	8	37 317	34		60	37 317	86	800	112			36 517	138
	9	247 131	35	21 711	61	268 842	87	14 959	113			253 883	139
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	829 697	36	513 542	62	1 343 239	88		114			1 343 239	140
Enlèvement de la neige	11	581 204	37		63	581 204	89		115			581 204	141
Autres	12	73 058	38	11 875	64	84 933	90	2 775	116			82 158	142
Transport collectif	13	35 914	39	56 790	65	92 704	91	3 300	117			89 404	143
Autres	14	21 848	40		66	21 848	92		118			21 848	144
	15	1 541 721	41	582 207	67	2 123 928	93	6 075	119			2 117 853	145
Hygiène du milieu													
Eau et égout													
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	197 591	42	95 948	68	293 539	94		120			293 539	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	62 884	43	30 688	69	93 572	95		121			93 572	147
Traitement des eaux usées	18	43 798	44	148 826	70	192 624	96		122			192 624	148
Réseaux d'égout	19	71 235	45	33 888	71	105 123	97		123			105 123	149
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	142 206	46	6 238	72	148 444	98	77 819	124			70 625	150
Matières recyclables	21	65 166	47		73	65 166	99		125			65 166	151
Autres	22		48		74		100		126				152
Cours d'eau	23		49		75		101		127				153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128				154
Autres	25		51		77		103		129				155
	26	582 880	52	315 588	78	898 468	104	77 819	130			820 649	156

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 637 225	1 386 583
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 637 225	1 386 583

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	537 857	1 111 232
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	1	
Solde redressé au début de l'exercice	3	537 858	1 111 232
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	522 868	166 471
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(121 916)	(739 846)
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8	(10 048)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	390 904	(573 375)
Solde à la fin de l'exercice	12	928 762	537 857
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	3 549 358	3 593 221
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	3 549 358	3 593 221
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 200 460)	(43 863)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(1 200 460)	(43 863)
Solde à la fin de l'exercice	22	2 348 898	3 549 358
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	1 200 000	1 200 000
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	1 200 000	1 200 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	11 474	
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	10 048	
Financement des investissements en cours	29		
	30	21 522	
Solde à la fin de l'exercice	31	1 221 522	1 200 000

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**2015****2014**

		2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	40	()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	41	()	()
Utilisation du fonds de roulement	42	()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43	()	()
Autres	44	()	()
	45	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure transitoire relative à la TVQ	46	()	()
Autre financement	47	()	()
	48	()	()
Diminution de l'exercice			
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement			
	49		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement			
	50		
	51		
Solde à la fin de l'exercice	52	()	()
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	53		
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54		
Solde redressé au début de l'exercice	55		
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56	(856 522)	
Virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57		
Excédent de fonctionnement affecté	58		
Réserves financières et fonds réservés	59		
	60	(856 522)	
Solde à la fin de l'exercice	61	(856 522)	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	62	15 603 633	15 684 178
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	2	
Solde redressé au début de l'exercice	64	15 603 635	15 684 178
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent de fonctionnement affecté	66		
Variation résiduelle de l'exercice	67	454 765	(80 545)
Solde à la fin de l'exercice	68	16 058 400	15 603 633

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 200 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 200 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 200 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5 ()	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15	16	17	18	19 ()	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[1] , [5] [0] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[1] , [5] [0] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[3] , [4] [2] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[3] , [5] [1] [0] [0] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[3] , [0] [0] [0] [0] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

**TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)****Par unité de logement**

Eau	1	<u>1</u> <u>1</u> <u>3</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
Égout	2	<u> </u> <u>3</u> <u>0</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$
Eau et égout	3	<u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> \$
Traitement des eaux usées	4	<u> </u> <u> </u> <u> </u> , <u> </u> <u> </u> \$
Matières résiduelles	5	<u> </u> <u>8</u> <u>0</u> , <u>0</u> <u>0</u> \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**6 , %**Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification**

Description	Taux	Code ¹	Préciser
POUR COMMERCES ET INDUSTRIES		4	SELON CLASSES DÉFINIES DANS LE RÈGLEMENT DE TAXATION NO 273 - 2015
taxe de service d'eau de 187\$ à 1 112\$			
taxe de service d'égout de 50\$ à 320\$			
taxe de service d'enlèvement des ordures de 110\$ à 1 600\$			

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input checked="" type="checkbox"/>	12 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	5 019	\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17		\$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	500	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 500 Place Quévillon
(no) (rue)

Lebel-sur-Quévillon JOY 1X0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 755-4826
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 755-8124
(ind. rég.) (numéro)

Courriel ville@lebel-sur-quevillon.com

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Luce Paradis

Téléphone (819) 755-4826 205
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 755-8124
(ind. rég.) (numéro)

Courriel finance@lebel-sur-quevillon.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Daniel Tétreault, CPA inc.

Titre Comptable professionnel agréé

Adresse 122, 6e Avenue Ouest
(no) (rue)

Amos J9T 3Z3
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 727-1098 2
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 727-5898
(ind. rég.) (numéro)

Courriel daniel.tetreault@cableamos.com

Responsable du dossier Daniel Tétreault, CPA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

_____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Luce Paradis, trésorière , atteste que le rapport financier de Lebel-sur-Quévillon pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-19 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Lebel-sur-Quévillon .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Lebel-sur-Quévillon consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Lebel-sur-Quévillon détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (1 189 788) \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,7839 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-20 16:50:33

Date de transmission au Ministère : 2016/04/20